

Europe : la fin d'une histoire *par Jean-Paul Fitoussi*

PRINTEMPS 1998 : l'échéance fatidique vers la monnaie unique approche à grands pas, à la fois fin d'une histoire et commencement d'une aventure. Certes, de nombreuses incertitudes demeurent sur l'iden-

tité des compagnons de l'aventure, la fin de l'histoire n'étant pas encore écrite. Le nord et le sud de l'Europe regarderont-ils ensemble dans la même direction ? Ou bien parviendra-t-on, à force d'exigences, à séparer leurs destins ? Déjà les discours sont, au Sud, em-

prunts d'amertume. En Italie, le président du conseil n'a-t-il pas parlé de « *racisme monétaire* » ? Et, à n'en point douter, certaines expressions utilisées par les « élites » du Nord masquent sous un humour douteux un mépris inacceptable.

Epiphénomène que tout cela, pourrait-on dire ; seules les réalités comptent. On aurait tout de même préféré que la sympathie, plutôt que l'invective, serve de prémisse à l'Union.

C'est généralement lorsque tout va mal qu'on se cherche de mauvaises querelles, et il faut bien convenir que l'Europe aborde la phase finale de la transition vers la monnaie unique en bien piteux état. Elle est restée, dans les années 90, à l'écart de la croissance du monde. De 1991 à 1996, son taux de croissance, à peine supérieur à 1 %, fut de moitié moindre que celui des Etats-Unis. Ce sont donc des pays en marasme économique qui s'appêtent à s'unir. Plus grave encore, ce décalage entre la prospérité du monde et la stagnation de notre continent signifie que l'Europe a accumulé un retard d'investissement ; donc technologique, vis-à-vis des régions en croissance normale. Car le taux d'investissement est d'autant plus bas que la croissance économique est faible.

Lire la suite page 12

Le Monde.

28.8.97

p. 1

Europe : la fin d'une histoire

Suite de la première page

L'investissement étant le moyen de l'introduction de nouvelles technologies, une faible croissance a forcément des conséquences structurelles. Voilà pourquoi la recherche à courte vue d'une amélioration de la compétitivité présente – notamment par la baisse des coûts salariaux – peut se solder, si elle est couronnée de succès, par une détérioration structurelle de la compétitivité future. C'est ce que signifie l'existence d'un retard technologique. Pour dire les choses autrement, un défaut d'investissement est un défaut de préparation de l'avenir.

Comment en est-on arrivé là ? Le moyen privilégié de la recherche de la meilleure compétitivité utilisée par l'Europe, dans la première moitié des années 90, fut la restriction de sa demande interne par la médiation d'une politique monétaire anormalement restrictive. On conçoit que l'investissement s'en est trouvé doublement pénalisé : par le manque de débouchés qu'impliquait la faiblesse de la demande interne et par le niveau extraordinairement élevé des taux d'intérêt. On a aujourd'hui peine à le croire, tant ce chiffre apparaît exorbitant : mais se souvient-on qu'en moyenne, pour l'Europe des Quinze, le taux d'intérêt réel à court terme fut, de 1991 à 1995, de près de 6 % ? On comprend dès lors que, pour les entreprises, le désendettement était paré d'un charme irrésistible en comparaison de l'investissement.

Il s'ensuivit ce qui devait s'en suivre : la purge infligée au secteur privé ne pouvait que tarir les recettes fiscales, et, parce que les dépenses sociales croissaient en raison directe de l'aggravation du chômage, la montée du déficit budgétaire devenait inéluctable. La politique économique est un art difficile, et il est trop aisé d'en dénoncer les erreurs passées. Cet exercice ne vaut que s'il permet en même temps de déceler des erreurs présentes que l'on peut alors corriger. Quelles sont les évolutions en cours ? Au lieu de revenir à un cours normal des choses pour donner une respiration à la société, en s'empressant de ramener sur terre les taux d'intérêt, on a accusé les déficits budgétaires d'être responsables de leur niveau élevé. Et l'on a exigé des gouvernements qu'ils commencent par réduire leurs déficits avant que ne soit adoucie la rigueur monétaire. C'est ainsi que l'on a imposé à un secteur privé déjà au bord de l'asphyxie une forte augmentation des prélèvements obligatoires.

La seconde erreur fut donc de chronologie plutôt que de conception, avec pour résultat un nouvel effondrement de la croissance, et une réduction des déficits budgé-

taires bien moindre que celle qu'impliquait l'augmentation des prélèvements. Certes, les taux d'intérêt ont baissé ensuite, mais sans que l'on sache très bien la part qui dans cette baisse était « spontanée » – en raison de la baisse de la demande de crédit due à la rechute de l'activité – et celle qui relevait de l'action délibérée promise par les autorités monétaires. Nous sommes toujours dans cette phase. Parce que l'effort de rigueur budgétaire s'est en partie soldé par une perte de croissance, de nouvelles restrictions sont exigées pour satisfaire aux critères purement formels de la construction européenne. Encore un effort, messieurs les Européens, et l'avenir vous récompensera de votre manque d'investissement. Pendant ce temps, le chômage atteint des niveaux inconnus depuis la crise des années 30, les inégalités croissent, le travail devient toujours plus précaire. Sur le chemin escarpé qui conduit vers la monnaie unique,

Si les exigences allemandes se font en matière de critères si pointillistes, au point de faire penser parfois à des attermolements, c'est que la monnaie unique fera disparaître d'autant plus sûrement la tutelle de Bonn que l'euro comprendra davantage de pays

personne ne semble avoir prévu d'aire de repos.

Mais voilà que le ciel s'éclaircit, en raison d'un glissement du cours des monnaies. Le dollar s'apprécie jusqu'à des niveaux que personne n'osait ouvertement espérer. Un bon vent devrait souffler sur les exportations européennes. Même si l'attente fut longue, la croissance en 1998 sera peut-être finalement au rendez-vous. Il serait cruel de souligner les contradictions de ceux qui, ayant fait de la « force » de la monnaie leur seul credo, se jouissent de pareille situation. Pourquoi d'ailleurs ont-ils tant retardé son avènement, en différant trop longtemps la baisse des taux d'intérêt ? En principe, la monnaie du pays qui croît le plus vite doit s'apprécier relativement aux autres, car les coureurs ont besoin de plus d'oxygène (de crédit) que les marcheurs. Ce mouvement fut contrarié par une évolution anormale des taux d'intérêt, déjà soulignée.

Aujourd'hui, le dollar retrouve son cours de 1993 : que de temps perdu pour la croissance européenne ! Hélas, on voit déjà poindre la nostalgie des adeptes d'une force artificielle de la monnaie : ne pense-t-on pas que la Bundesbank devrait augmenter ses taux d'intérêt pour redonner au mark une vigueur qu'il a perdue ? Hélas encore, on voit resurgir des interprétations malveillantes du mouvement récent du cours des monnaies : ne dit-on pas que l'ap-

préciation du dollar trouve son origine dans la perspective d'un euro faible parce qu'incluant les pays du sud de l'Europe ? Quand les Européens finiront-ils par comprendre que seul un véritable retour de la croissance est susceptible de donner d'avantage d'éclat à leur monnaie ?

On sait que toutes ces contradictions viennent de ce que, depuis longtemps déjà, la tutelle de la politique économique de l'Europe est exercée par l'Allemagne – il faut bien appeler un chat un chat – et de ce que l'unification de ce pays lui confère, depuis la fin des années 80, un destin singulier. Aujourd'hui, il faut jouer cartes sur table. Si les exigences allemandes se font en matière de critères si pointillistes, au point de faire penser parfois à des attermolements, c'est que la monnaie unique fera disparaître d'autant plus sûrement cette tutelle que l'euro comprendra davantage de pays. Tous les pays européens (à l'exception de la Grande-Bretagne)

emploi ; et ce peut être insuffisant en période de marasme des affaires et de chômage de masse. Faire dépendre la construction européenne d'un chiffre après la virgule a un côté franchement incongru. Dans quel état serait l'Europe de la monnaie unique si la croissance économique en 1998 n'était pas au rendez-vous et si les gouvernements étaient contraints, du fait de moindres rentrées fiscales, d'augmenter impôts et charges sociales ?

Mais apparemment il est trop tard pour que les Européens puissent avoir de sérieuses discussions fondées sur des réalités plutôt que des symboles. Le vin est tiré, il faut le boire. Quel gouvernement, à huit mois de l'échéance, prendra le risque de porter devant l'Histoire la responsabilité de l'échec de l'Europe ? Aucun ne peut, ne doit se le permettre. La préférence française pour le nominal et la préférence allemande pour la vertu, à force d'avoir été martelées, ont accompli leur œuvre : si vous êtes pour une interprétation souple des critères, c'est donc que vous êtes contre l'Europe ! A quoi bon alors rétorquer que l'on peut être pour l'Europe et néanmoins contre le chômage ?

Vouloir une Europe de la croissance – de l'investissement et de l'élévation des niveaux de vie – est perçu, au mieux comme une attitude naïve, au pire comme une attitude hostile à la monnaie unique. Mieux vaut construire l'Europe des équilibres financiers et de la guerre civile larvée que représentent la montée des inégalités et le chômage de masse. Les Européens ont la mémoire sélective : ils se souviennent des inflations passées, mais non de la crise des années 30 et de ce qui s'ensuivit.

Admettons : ce n'est pas dans les derniers mois qu'il faut faire la fine bouche. Trop de souffrances passées ont témoigné de la réelle volonté des peuples de l'Europe de s'unir, et peut-être qu'au fond ce supplément de rigueur qui leur est demandé n'a pour objet que de tester cette volonté. Il vaut mieux s'assurer que le comportement des futurs conjoints n'est pas velléitaire, en leur imposant, si besoin est, des épreuves, avant de les déclarer unis par les liens indissolubles du mariage. Après, la monnaie unique pourra vraiment être mise au service de la société, c'est-à-dire de l'emploi et de la croissance.

Jean-Paul Fitoussi

PROCHAIN ARTICLE
Le commencement
d'une aventure

RECTIFICATIF JULIETTE GRÉCO

Juliette Gréco préside l'association SOS Saint-Germain-des-Prés et non, comme nous l'avons écrit par erreur (*Le Monde* daté 17-18 août), l'association Les amis des commerces du faubourg Saint-Germain, présidée, elle, par Henri Dobler.